



Pas un jour en Grèce sans mobilisations sectorielles: la semaine passée, les propriétaires de camion ont mis fin à leurs actions de blocage, engagées pour refuser l'ouverture de leur profession à la «concurrence libre» qui risque de voir ce secteur pris en main par les grosses sociétés de transport européennes. La semaine passée encore, des grèves et des arrêts de travail ont eu lieu dans les transports en commun: les cheminots se mobilisent de leur côté contre le projet bien avancé de privatisation.

Dans le secteur presse-édition, les licenciements pleuvent et les masques tombent: les patrons de presse, très influents dans ce pays et jouant pour certains un rôle de mécène bien mis en scène, se déchaînent, et on a pu voir le patron du groupe du «mécène culturel» Lambrakis, qui licencie la centaine de travailleurs d'une maison d'édition connue, injurier avec une vulgarité inouïe un représentant du personnel combattif. Et jeudi 7, a lieu une grève générale, mais dans le seul secteur public...

Beaucoup de luttes donc, mais en même temps une phase de recul des mobilisations nationales, qui avaient été si fortes au printemps. La faute en revient bien sûr au rouleau compresseur du gouvernement socialiste, obéissant servilement aux ordres incessants du FMI et des instances de l'Union européenne. Comme on s'en doutait, les baisses de salaires draconiennes ne suffisent pas, et désormais, c'est aux conventions collectives qu'on s'en prend, avec comme but de pouvoir imposer dans une entreprise des salaires plus bas que celui

Grèce: des luttes dispersées

Écrit par Andreas Sartzekis

Vendredi, 08 Octobre 2010 15:24 - Mis à jour Vendredi, 08 Octobre 2010 16:06

de l'accord de branche.

Mais l'autre responsable de cette phase de recul des mobilisations nationales, sensible lors de la manif de rentrée sociale à Salonique, inférieure en nombre aux attentes du début d'été, c'est bien sûr la bureaucratie syndicale, qui, après la tactique des grèves de 24 heures espacées et usantes, avait laissé entendre un appel à la grève générale pour la journée européenne du 29 septembre.

Pour éviter tout risque de débordement et en expliquant sans vergogne que la tactique ne peut plus être aux grèves, le dirigeant de GSEE s'est contenté d'appeler à un rassemblement le 29 au soir: tout juste quelques centaines de travailleurs y ont participé... C'est donc au mouvement de trouver par lui-même son second souffle.

Athènes, le 4 octobre.